



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Service national d'Ingénierie aéroportuaire

« Construire ensemble, durablement »

SNIA Nord

Unité de gestion domaniale

Servitudes aéronautiques

Paris, le 20/04/2021

DREAL Hauts-de-France UD 80

A l'attention de Mme Anne Maréchal

Anne.mareschal@developpement-durable.gouv.fr

Nos réf. : 2021/500-T83778à87

Vos réf. : AEU-80-2020-115

Affaire suivie par : Guillaume Terrier

guillaume.terrier@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 01 44 64 32 28 - **Fax** : 01 44 64 32 30

Courriel : snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr

OBJET : Autorisation environnementale unique-parc éolien du Chemin Croisé-80

PJ : Formulaires de déclaration de montage et de panne de balisage.

Par courriel daté du 12 avril 2021, vous nous avez adressé pour avis, les pièces modificatives de la demande d'autorisation environnementale déposée par la société An Avel Braz pour la construction d'un parc éolien constitué de dix aérogénérateurs d'une hauteur hors sol de 160 m au maximum, correspondant à une altitude sommitale maximale de 251.8 m NGF, sur les communes de Chilly et Maucourt.

Désignation	Commune	Latitude	Longitude	Côte sol (m NGF)	Hauteur obstacle (m)	Altitude sommitale (m NGF)
E10	CHILLY	49°48'07.583"N	2°46'29.425"E	85.4	160	245.4
E9	CHILLY	49°48'11.650"N	2°46'08.533"E	87.7	160	247.7
E8	CHILLY	49°48'13.182"N	2°45'43.003"E	89.1	160	249.1
E7	MAUCOURT	49°48'16.030"N	2°45'16.020"E	90.7	160	250.7
E6	MAUCOURT	49°48'19.820"N	2°44'51.439"E	91.2	160	251.2
E5	CHILLY	49°48'24.142"N	2°46'38.629"E	88.2	160	248.2
E4	CHILLY	49°48'27.617"N	2°46'18.463"E	87.3	160	247.3
E3	CHILLY	49°48'31.120"N	2°45'51.185"E	88.4	160	248.4
E2	MAUCOURT	49°48'33.182"N	2°45'31.368"E	90	160	250
E1	MAUCOURT	49°48'36.800"N	2°45'10.127"E	91.8	160	251.8

Au vu des éléments du dossier de demande, ce projet se situe en dehors des zones concernées par des servitudes aéronautiques et radioélectriques associées à des installations de l'aviation civile et ne sera pas gênant au regard des procédures de circulation aérienne publiées.

En l'état, il ne perturbe pas le fonctionnement des radars et les systèmes d'aide à la navigation aérienne (VOR).

En application de l'arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation, le demandeur devra prévoir un balisage diurne et nocturne conforme aux prescriptions de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

Par ailleurs, conformément à la circulaire du 12 janvier 2012 « relative à l'instruction des projets éoliens par les services de l'Aviation Civile », je vous serais reconnaissant de bien vouloir me transmettre directement la copie des documents suivants, lorsqu'ils seront signés :

- Décision d'accord ou de refus de l'autorisation environnementale,
- Déclaration d'ouverture du chantier,
- Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux,
- Toute information sur une éventuelle contestation de cette conformité.

Enfin, pour la mise à jour de la documentation aéronautique, **un mois avant le début des travaux**, le demandeur devra impérativement transmettre au SNIA Nord - Guichet unique urbanisme (voir adresse au bas de la première page de ce courrier) **le formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien**, ci-joint, dûment rempli.

Il convient de préciser au maître d'ouvrage que les éoliennes doivent être équipées d'un balisage temporaire pendant le chantier de levage (chapitre 5 de l'annexe II de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne) et que toute panne de balisage doit être signalée à la DGAC (voir formulaire ci-joint).

Le non-respect, par le demandeur, de l'une de ces obligations entraînera sa responsabilité pénale au moindre manquement.

Sous réserve de la stricte observation de ces obligations, **je donne mon autorisation à la réalisation de ce projet** ; elle vaut accord du ministre chargé de l'aviation civile, au titre de l'article R.244-1 du code de l'aviation civile.

Je précise qu'une augmentation même légère de la hauteur des éoliennes pourrait avoir des conséquences notoires sur la sécurité de la navigation aérienne. En conséquence, toute modification du projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation auprès de la DGAC.

l'adjoint au chef du SNIA-Nord
chef de la mission grande projets

FRÉDÉRIC GRUNHOT

